

ORAN/LE NUMERO VERT MIS A LA DISPOSITION DU CITOYEN PAR LA 2^e RM INTERESSE PLUS QUE JAMAIS

“Le devoir de vigilance”

Depuis le début de l'année, les Oranais avaient remarqué les affiches placardées partout dans la wilaya d'Oran par la 2^e Région militaire où un numéro vert, le 15 90 était mis à leur disposition pour prévenir tout danger terroriste.

Seulement jusque-là, ils ne comprenaient pas l'utilité d'une telle mesure puisque les officiels ne cessaient de répéter que le pays était en paix et que le terrorisme était presque définitivement vaincu. Dès lors, les affiches étaient ignorées.

Ce mardi 10 avril 2007, un autre affichage avec le même contenu avait été réalisé à travers les artères de la ville, soit la veille des attentats terroristes perpétrés à Alger. Il y est fait mention que la sécurité des individus équivaut à la sécurité du pays. Des versets coraniques incitent le citoyen à dénoncer et à agir contre l'injustice.

Au lendemain des attentats terroristes ayant causé la mort de 33 citoyens et pas moins de 200 blessés, à Alger, ces affiches n'avaient plus droit à l'indifférence du citoyen, mais étaient plutôt lues et relues avec beaucoup d'attention et un intérêt tout particulier. Le sentiment de stress, de peur et d'incertitude s'est vite emparé des esprits, entourés de beaucoup d'interrogations, avec pour principal souci : “Le dispositif sécuritaire n'est pas renforcé comme ce fut dans les années sombres du terrorisme, le risque est donc plus élevé.”

Des exemples de lieux comme étant des cibles éventuelles sont vite cités tout en insistant sur l'aspect sécuritaire insuffisant. Dès lors, chacun estime que la vigilance doit être de rigueur. Rien ne devra être laissé au hasard.

Même si ce week-end la rumeur a refait surface quant à d'éventuelle alertes à la bombe, la lucidité des uns et des autres semble un peu perdue face à la peur. A la vue des éléments de sécurité en nombre plus important sillonnant toute la ville, les citoyens se sentent plus rassurés mais en aucun cas indifférents ; ils restent convaincus qu'ils ont le devoir de la prudence et de la vigilance face à la bête immonde qui ne sommeille plus.

Amel B.

Fausse alerte à la bombe dans une foire commerciale à Béjaïa

Encore sous le choc après le double attentat sanglant perpétré dans la matinée de mercredi dans la capitale devant un commissariat à Bab-Ezzouar et le palais du Gouvernement, la population béjaïouie a vécu un autre choc après l'angoisse de jeudi dernier suite à une fausse alerte à la bombe dans une foire commerciale organisée au niveau du Souk El Fellah de Béjaïa. Une fausse alerte à la bombe a provoqué un mouvement de panique indescriptible dans ce lieu public grouillant de monde.

Selon une source sécuritaire, c'est vers 16 heures que les éléments de la police ont été informés par un appel téléphonique anonyme faisant état de la présence d'une bombe. Aussitôt alertés, les services de sécurité ont immédiatement procédé à l'évacuation de l'ensemble des personnes se trouvant dans les lieux pour permettre aux détecteurs d'explosifs d'effectuer une fouille minutieuse du centre commercial.

Après le passage des démineurs, il a été constaté qu'il s'agissait en fait d'une fausse alerte. Une “fumisterie” qui donna lieu à moult interprétations dans la région mais qui n'a pas manqué d'exacerber encore plus la psychose après les attentats terroristes d'Alger ayant fait une trentaine de morts et des dizaines de blessés.

A. K.

ZERHOUNI ANNONCE

“Augmentation des effectifs de la gendarmerie et de la police”

Les horribles attentats-suicides d'Al-Qaïda Algérie qui ont secoué Alger mercredi dernier remettent brutalement en question le discours officiel en cours depuis avril 1999.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Même si la nuisance terroriste n'était plus la même que durant la tragique décennie 1990, les hordes intégristes n'ont jamais cessé leur macabre activité.

Même durant le règne de Bouteflika. Même après les deux lois portant “concorde civile” puis “charte pour la paix et la réconciliation nationale”. Mais le discours officiel ambiant voulait que l'on “ignore” complètement tous les actes terroristes commis durant cette période. Au mieux, on les attribuait au “banditisme” comme c'est le cas de Abdelaziz Bouteflika dans sa dernière interview accordée au quotidien espagnol *El País*.

Dans une Algérie qui a banni de son lexique officiel les mots “terroristes” et “terrorisme”, islamiste de surcroît, et où la lutte antiterroriste est quasiment assimilée à un “délit”, la vigilance collective aura été tout bonnement tétanisée. C'est dans cette ambiance-là que les hordes intégristes frappent de nouveau, et très fort cette fois-ci, ce 11 avril.

Des frappes d'autant plus traumatisantes pour la communauté que les cibles ne sont rien moins que le



mythique Palais du gouvernement et les locaux mêmes du ministère de l'Intérieur.

Al-Qaïda frappe, revendique et assume à visage découvert. N'empêche, le chef du gouvernement s'entêtait mercredi encore à ne parler que “d'actes criminels” évitant soigneusement de parler de terrorisme. A l'évidence, il s'agit là d'une consigne stricte puisque, également, scrupuleusement respectée par les médias publics et les partis de “l'Alliance présidentielle”. Le silence pour le moins inexplicable de Abdelaziz Bouteflika en est la meilleure preuve. Dissocier le terrorisme de son prolongement idéologique, l'islamisme, semble être la seule préoccupation de Bouteflika dont le règne est tout entièrement assis sur “la réconciliation” et

une prétendue paix retrouvée. Bouteflika qui s'était suffi de réunir “les hauts responsables” mercredi après-midi sera relayé par le seul ministre de l'Intérieur. Seul “survivant politique” d'un régime fortement discrédité par ces attentats du 11 avril, Yazid Zerhouni a affirmé, hier, à l'issue d'une tournée dans les hôpitaux d'Alger, que “celle que soit l'appellation du groupe, Al-Qaïda, ou le GSPC cela ne change rien et que ces attentats signifient qu'il s'agit de l'une des dernières manifestations de gens ne voulant pas que l'Etat fonctionne normalement”.

Le ministre de l'Intérieur annonce que “le nombre de gendarmes et de policiers sera revu à la hausse dans nos villes” et que “nous sommes sur la bonne voie

pour éradiquer le terrorisme”. Citant “les actions des services de sécurité et de l'armée ces derniers mois qui ont mis hors d'état de nuire quelques centaines de gens actifs dans le terrorisme qui ont été tués, emprisonnés, ou se sont rendus”.

Un discours qui tranche, au moins d'avec celui anathématisant de “la réconciliation”. Zerhouni ira même jusqu'à abandonner la circonspection “officielle” lorsqu'il parle de la mobilisation et de la vigilance. “La neutralisation de Droudel, alias Abou Mossab Abdelouadoud, (émir du GSPC affilié à Al-Qaïda, ndlr) pourrait prendre quelques semaines ou quelques années. Elle dépendra de notre capacité de mobilisation et de rester vigilants”.

K. A.

APRES LES ATTENTATS PERPETRES

MERCREDI DERNIER A ALGER

L'aspect sécuritaire, une nouvelle donne pour le rendez-vous électoral

Alger, qui a été épargnée durant ces dernières années, renoue avec l'horreur des attentats à la voiture piégée. Après donc les opérations kamikazes de mercredi dernier contre le palais du Gouvernement et le commissariat de Bab Ezzouar, la question de la sécurisation de la capitale se pose, cette fois-ci, avec de nouveaux enjeux.

A quelques jours du lancement de la campagne électorale, et près d'un mois des législatives, les attaques terroristes imposent une nouvelle donne alors que dans plusieurs régions du pays les candidats sont déjà en précampagne électorale. Jeudi, lors d'une tournée dans les hôpitaux, le ministre de l'Intérieur Yazid Zerhouni annonçait que les effectifs de policiers et de gendarmes seront revus à la hausse dans les villes d'Algérie.

Dans cette déclaration, il s'empresera même de préciser que le groupe qui a commis les attentats était isolé et que ses membres ont été réduits.

Notant également que «la situation sécuritaire est correcte», il ajoutera que l'objectif de ces attentats est de perturber les élections. Par cette déclaration, le ministre de l'Intérieur interprète ces attaques terroristes comme étant une tentative de déstabilisation à la veille du rendez-vous électoral. Il se veut rassurant et écarte d'emblée toute menace sur le bon déroulement des législatives.

Mais le scénario qui se profile à l'horizon comporte une donnée incontournable, à savoir l'atmosphère de quasi-psychose qui s'est abattue sur la capitale après les attentats alors que les services de sécurité semblent déjà être sur le qui-vive. Les sorties des partis, des militants et des futurs candidats devront se faire avec, en toile de fond, le spectre d'éventuelles attaques.

Mettre Alger et les grandes villes à l'abri de tout acte terroriste sera certainement, et encore une fois, le défi à relever par les services de sécurité durant les prochaines semaines.

Déjà le dispositif sécuritaire avait été renforcé après les attentats à la voiture piégée perpétrés contre les commissariats de police de Reghaïa et Dergana au mois d'octobre passé. Ces renforcements progressifs visent en premier lieu à rendre les grandes villes en général et la capitale en particuliers imperméables aux incursions terroristes.

Par ailleurs, et une fois la campagne lancée, les partis de l'alliance notamment devront trouver les arguments pour défendre leur discours autour de la réconciliation nationale. Principe auquel adhèrent tous les partis qui prendront le départ pour les élections, exception faite du RCD.

Ils devront donc faire de véritables prouesses pour promouvoir le principe de la charte tout en dénonçant le terrorisme et les attentats commis dans la capitale alors que «la situation sécuritaire est correcte», selon le discours officiel.

F. Z. B.